

Les fonds que le Canada a fournis dans le Programme pour la stabilisation et les opérations de paix ont également permis d'amplifier les voix des citoyens syriens locaux dans le processus de paix. Le Canada a soutenu les volontaires de la défense civile syrienne (les Casques blancs) en Syrie. Cette démarche visait à protéger les civils et réduire les déplacements causés par le conflit au moyen du développement de l'expansion de systèmes d'alerte rapide de raids aériens.

En 2016-2017, le Canada a versé 5 millions de dollars pour aider à maintenir la stabilité sociale et la sécurité collective au Liban, par une réduction des tensions entre les communautés d'accueil et les réfugiés syriens.

En 2016, le gouvernement de la Colombie a conclu un accord de paix historique avec le plus important groupe de guérilla du pays (FARC), mettant un terme à 50 années de conflit armé interne. En 2016-2017, le Canada a versé 6 millions de dollars pour financer la transition vers la paix dans les régions pour lesquelles le gouvernement de la Colombie a établi les priorités suivantes :

- la démobilisation, le désarmement et la réintégration;
- la sécurité;
- la justice transitionnelle;
- le déminage;
- la gouvernance;
- l'intervention rapide.

Le financement comprenait un soutien financier à la mission internationale d'observation électorale pour le plébiscite sur l'accord de paix d'octobre 2016. Le Canada a également versé 1,3 million de dollars pour renforcer la capacité des forces de sécurité colombiennes. Ces fonds leur ont permis de coordonner, de diriger et de réaliser des activités humanitaires de déminage dans les régions les plus touchées par la menace de mines terrestres.

En 2016-2017, le Canada a annoncé de nouveaux projets d'aide internationale au montant de 78,4 millions de dollars pour appuyer les efforts de consolidation de la paix et de reconstruction de la Colombie. En font partie de nouveaux projets de déminage, d'éducation, de crédit rural, de justice transitionnelle, de protection des droits de la personne et de réparation pour les victimes. Ces programmes changeront la vie de milliers de femmes, d'hommes et d'enfants touchés par le conflit.

En Haïti, depuis 2017, le Canada a fourni à la police frontalière nationale de la formation et de l'équipement d'une valeur de 3 millions de dollars. Ces fonds permettent d'améliorer les fonctions de contrôle frontalier ainsi que la sécurité et la formation sur les droits et les besoins des migrants. Le Canada a également fourni 1 million de dollars pour améliorer la prévention de la violence et établir la confiance entre les jeunes, les communautés locales et la police nationale d'Haïti.

Au Mali, un accord de paix et de réconciliation a été signé en juin 2015. Le Canada a soutenu les démarches de l'ONU en 2016-2017, visant à faire progresser le processus de paix, à réformer les services de sécurité maliens et à les rendre plus professionnels. Ces efforts ont également aidé à consolider l'autorité gouvernementale et à stabiliser les régions du pays touchées par le conflit. Les initiatives canadiennes au Mali produisent les effets suivants :

- favoriser le dialogue;
- mettre les populations en contact avec le gouvernement;
- offrir les services essentiels;
- établir les fondations d'une paix durable et inclusive.



Au Myanmar, le Canada s'est joint aux efforts internationaux en 2016 pour faciliter la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu à l'échelle nationale. Il a versé à cet effet une somme de 4 millions de dollars au Fonds commun pour la paix qui a été annoncé le 7 juin 2017. Le Fonds commun pour la paix est un fonds multidonateurs conçu pour appuyer les efforts nationaux visant à conclure un accord durable dans le cadre du conflit ethnique armé au Myanmar. Il vise aussi à établir une forte participation et un grand soutien pour la mise en œuvre d'un accord national de cessez-le-feu. Le Fonds permet aux donateurs de mieux coordonner et aligner leurs efforts pour négocier et mettre en œuvre un processus de paix pleinement inclusif. Les donateurs travaillent conjointement avec le gouvernement et des organisations ethniques armées.